

Communiqué

# Contre la mondialisation libérale et l'escalade de la répression

mercredi 27 juin 2007, par [ATTAC-CADTM Maroc](#) (Date de rédaction antérieure : 24 juin 2007).

**A l'issue de la réunion mensuelle de son Secrétariat national, tenue le dimanche 24 juin à Rabat, le communiqué suivant a été adopté par Attac Maroc.**

Depuis son Indépendance, le Maroc n'a jamais connu ni ce que l'on peut appeler un Etat de droit, ni aucun répit durable de la répression. Pour ce qui est de ces dernières années, les diplômés chômeurs en ont été les témoins et les victimes particulièrement ciblées.

Toutefois, depuis le 1<sup>er</sup> mai dernier, un nouveau palier a été indéniablement franchi. Le 1<sup>er</sup> mai, des manifestants ont été arrêtés, inculpés et condamnés à de lourdes peines de prison ferme (deux et trois ans) pour avoir scandé des slogans « *portant atteinte aux valeurs sacrées du Royaume* », ce qui constitue une violation patente du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Un nouveau délit — le délit de solidarité — est aussi en train d'être créé puisqu'à Beni Mellal des manifestants pacifiques ont été arrêtés suite à un rassemblement de solidarité avec les condamnés du 1<sup>er</sup> mai et inculpés pour les mêmes délits qu'eux. Deux de nos camarades figurent parmi les personnes poursuivies. Leur procès est en cours. [1] De même à Rabat, un rassemblement de solidarité tout aussi pacifique a été sauvagement réprimé le 15 juin dernier, de nombreux manifestants ont été blessés, dont les trois principaux dirigeants de l'AMDH.

A plusieurs reprises le droit de manifestation a été bafoué, notamment à Casablanca lors des mobilisations contre la hausse des prix et tout récemment encore, ce samedi 19 juin à Rabat où une manifestation nationale de diplômés-chômeurs n'a pu défiler dans les rues de Rabat.

Enfin, les milliers d'arrestations opérées « à la louche » durant ces dernières années dans le cadre de la lutte anti-terroriste ressemblent davantage à des opérations de nettoyage de certains quartiers populaires qu'à une véritable campagne de recherche des responsables d'attentats ou de démantèlement de réseaux terroristes.

Il est peu probable que ces diverses mesures d'intimidation, que nous condamnons avec la plus grande force, puisse mettre un terme à l'exaspération croissante des citoyens qui voient leur pouvoir d'achat amputés par des hausses de prix vertigineuses, tandis que leurs salaires stagnent et que le chômage ? contrairement à ce que voudraient nous faire croire les statisticiens du Royaume-continue à augmenter. Cette exaspération est en outre exacerbée par la difficulté de plus en plus grande qu'ont les citoyens d'accéder aux services de base (eau, électricité, santé, éducation, transport) du fait de leur cession partielle ou totale aux entreprises privées ou de l'introduction des logiques concurrentielles et marchandes dans ceux qui sont ?encore (?) maintenus en gestion publique.

Face à cette paupérisation croissante de toute une population, encore aggravée par une mauvaise

année agricole liée à la sécheresse, l'arrogance et la provocation des classes possédantes, qui multiplient les marques ostentatoires de richesse et de gaspillage (4x4, yachts, villas somptueuses, boutiques de luxe, etc.) ainsi que la réalisation de projets qui ne répondent en rien aux attentes des citoyens (golfs (parfois en plein désert), marinas et autres stations balnéaires,) cette arrogance a largement dépassé le seuil du tolérable pour ceux qui peinent plusieurs mois à gagner ce que d'autres dépensent en quelques heures. Derrière l'image trompeuse que donnent du Maroc les immenses panneaux publicitaires qui défigurent nos villes, c'est un Maroc de privations et de souffrance qui se mobilise et se soulève, de Tamasint à Bouarfa, de Tata à Benguérir, ou Imini. Un Maroc qui réclame ses droits à la dignité, à l'eau, à l'école pour ses enfants, aux soins de santé, au logement, au travail.. Interdire l'expression de cette révolte sans s'attaquer à ses causes ne peut qu'entraîner une exaspération de plus en plus grande ou une spirale répressive qui risque de replonger le Maroc dans le climat des pires années de plomb.

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ne peut être menée à travers une politique d'assistance et de micro-projets, elle passe par une remise à plat des politiques libérales d'ajustement structurel, de privatisations, d'intégration brutale du Maroc dans les marchés internationaux. Elle ne peut s'accommoder de la corruption à grande échelle, de l'évasion des capitaux, de la monopolisation des richesses du pays par une poignée de grandes familles.

C'est ce débat-là — fondamental pour l'avenir du pays — que la répression actuelle vise à escamoter. C'est ce débat-là qu'Attac Maroc entend porter, partout où elle est présente avec l'ensemble des forces démocratiques et des populations en lutte.

C'est pourquoi Attac Maroc condamne sans réserve cette vague répressive qui s'abat sur le Maroc, les interdictions de rassemblements et manifestations et les matraquages et demande l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires pour délit d'opinion ou de solidarité ainsi que la libération de tous les détenus d'opinion qui sont actuellement emprisonnés et tout particulièrement ceux du 1<sup>er</sup> mai à Agadir et Ksar el Kébir.

### **Libération des détenus d'opinion. Arrêt de toute poursuite judiciaire pour délit d'opinion.**

Respect de la liberté d'expression pour tous.

Note

[1] - Nous apprenons ce mardi 26 juin que le verdict est tombé. Un an de prison ferme pour Mohammed Bougrine. 2 mois avec sursis et 500 dirhams d'amende pour Mohamed Yousfi, Abdelkébir Rabaoui et Brahim Ahansal. Les autres ont été acquittés. Verdict scandaleux pour un simple rassemblement de solidarité.

---

**P.-S.**

\* ATTAC MAROC est membre du réseau CADTM.